

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

Recrutement. — Résultats

[2009/203530]

Sélection comparative de coordinateurs (macro)budgétaire (m/f) (niveau A), d'expression néerlandaise, pour le SPF Budget et Contrôle de la Gestion (ANG08890). — Erratum

Cette sélection est déjà parue au Moniteur belge du 10 avril 2009.

Veillez prendre connaissance du fait que le nombre de personnes pouvant figurer sur la liste de lauréats a été augmenté à 13.

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

Werving. — Uitslagen

[2009/203530]

Vergelijkende selectie van Nederlandstalige begrotings-coördinatoren/macrobudgettaire coördinatoren (m/v) (niveau A) voor de FOD Budget en Beheerscontrole (ANG08890). — Erratum

Deze selectie is reeds verschenen in het Belgisch Staatsblad op 10 april 2009.

Gelieve kennis te nemen van het feit dat het aantal personen op de lijst van geslaagden verhoogd wordt tot 13.

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[2009/203531]

Sélection comparative de coordinateurs (macro)budgétaires (m/f) (niveau A), d'expression néerlandaise
Résultat. — Erratum

L'information reprenant le nombre de lauréats est déjà parue au Moniteur belge du 30 juin 2009.

La sélection comparative de coordinateurs (macro)budgétaires (m/f) (niveau A), d'expression néerlandaise, pour le SPF Budget et Contrôle de la Gestion (ANG08890) a été clôturée le 17 juin 2009.

Le nombre de lauréats s'élève à 13.

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2009/203531]

Vergelijkende selectie van Nederlandstalige begrotings-coördinatoren/macrobudgettaire coördinatoren
Uitslag. — Erratum

Het bericht met het aantal geslaagden is eerder verschenen in het Belgisch Staatsblad op 30 juni 2009.

De vergelijkende selectie van Nederlandstalige begrotings-coördinatoren/macrobudgettaire coördinatoren (m/v) (niveau A) voor de FOD Budget en Beheerscontrole (ANG08890) werd afgesloten op 17 juni 2009.

Er zijn 13 geslaagden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C - 2009/24241]

Règlement d'ordre intérieur du Conseil de direction

Article 1^{er}. Conformément à l'article 7bis, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 20 avril 1965 fixant le statut organique des établissements scientifiques fédéraux, le Conseil de direction de l'I.S.P. est composé du directeur général, des directeurs opérationnels et du directeur d'appui.

Outre les membres, qui en font légalement partie, les directeurs des services Finances, HRM et ICT participent également aux réunions du Conseil. Ces derniers ne disposent pas du droit de vote, mais ont une fonction consultative.

Le Directeur général de l'I.S.P. préside le Conseil et en assure le bon fonctionnement, fait respecter le règlement, ouvre, dirige et clôt les débats.

En cas d'empêchement du Président du Conseil, celui-ci désigne le membre du Conseil qui le remplace. A défaut de cette désignation, la présidence est assurée par le directeur opérationnel ou d'appui qui compte l'ancienneté de service la plus grande.

Art. 2. Le Conseil de direction assiste le Directeur général dans la gestion journalière de l'établissement. Il exerce les missions qui sont dévolues au Comité de direction d'un service public fédéral en vertu de l'article 5 de l'arrêté royal du 7 novembre 2000 portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral, le cas échéant sans empiètement sur celles dévolues au Comité de direction du service public fédéral dont il relève et en particulier pour la confection du projet de budget et du projet de plan de personnel.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C - 2009/24241]

Huishoudelijk reglement van de Directieraad

Artikel 1. Overeenkomstig artikel 7bis, § 1, van het koninklijk besluit van 20 april 1965 tot vaststelling van het organiek statuut van de federale wetenschappelijke instellingen is de Directieraad van het W.I.V samengesteld uit de algemeen directeur, de operationeel directeurs en de ondersteunend directeur.

Naast de leden die er wettelijk deel van uitmaken, nemen ook de directeurs van de diensten Financiën, HRM en ICT, deel aan de vergaderingen van de Raad. Deze laatste hebben geen stemrecht, wel een raadgevende functie.

De Algemeen Directeur van het WIV zit de Raad voor en staat in voor de goede werking ervan; hij zorgt er ook voor dat het reglement wordt nageleefd en hij opent, leidt en besluit de besprekingen.

Wanneer de Voorzitter van de Raad verhinderd is, duidt hij het lid van de Raad aan dat hem vervangt. Bij ontstentenis van aanwijzing, wordt het voorzitterschap waargenomen door de operationeel of ondersteunend directeur met de hoogste dienstanciënniteit.

Art. 2. De Directieraad staat de Algemeen directeur bij in het dagelijks beheer van de instelling. Binnen de instelling oefent hij de opdrachten uit die zijn toegewezen aan het directiecomité van een federale overheidsdienst krachtens artikel 5 van het koninklijk besluit van 7 november 2000 houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan iedere federale overheidsdienst en, in voorkomend geval, zonder een inbreuk te vormen op die werden toegewezen aan het directiecomité van de federale overheidsdienst waaronder hij ressorteert en in het bijzonder voor de opstelling van het ontwerp van begroting en het ontwerp van personeelsplan.

Art. 3. Le Conseil de direction se réunit sur convocation du Président, au moins une fois par mois, sauf en juillet et août. Le Président peut en outre convoquer une réunion supplémentaire soit d'initiative personnelle, soit à la demande écrite ou électronique d'au moins deux membres.

Les membres s'engagent à assister autant que possible à chaque réunion du Conseil. Le membre, qu'un motif impérieux empêche d'assister à la réunion, en informe le Président avant la réunion. Il ne peut pas se faire remplacer sauf en cas d'absence de longue durée (un mois ou plus).

Art. 4. Le Président désigne un secrétaire, et éventuellement un secrétaire adjoint de l'autre rôle linguistique, chargé de préparer les réunions, d'acter les délibérations du Conseil et de rédiger les procès-verbaux.

Art. 5. Le secrétaire prépare l'ordre du jour sur base des éléments proposés par le Président et le met sur le serveur du Conseil à disposition des membres, ensemble avec une version électronique des documents concernant les points à discuter. Le secrétaire envoie aux membres la convocation par voie électronique au moins deux jours ouvrables avant la réunion. En cas d'urgence, un document pourra être distribué en séance.

Le Conseil peut se faire assister par des personnes qui, en raison de leurs compétences particulières, peuvent l'éclairer utilement sur un point de l'ordre du jour. La présence de ces personnes, sans voix délibérative ni consultative, est limitée au traitement du point pour lequel elles sont entendues, et elles ne participent, en aucun cas, aux délibérations sur des dossiers individuels.

Art. 6. Le Président établit l'ordre du jour. Chaque membre peut demander, par écrit jusqu'à un jour ouvrable avant la réunion, d'ajouter un point à l'ordre du jour.

Pendant la réunion, de nouveaux points ne peuvent être ajoutés à l'ordre du jour que moyennant l'unanimité des membres présents.

Aucun point de l'ordre du jour qui aurait une incidence sur la gestion de l'infrastructure, du budget, du personnel, de l'informatique ou de la sécurité qui concernerait spécifiquement le département qui relève d'un membre empêché, ne peut toutefois être la direction opérationnelle ni maintenu ni ajouté.

A la demande motivée d'un membre, le Président peut décider de reporter l'examen d'un ou de plusieurs points.

Art. 7. Le Conseil ne peut valablement délibérer que si au moins la moitié des membres ayant droit de vote sont présents.

Si ce quorum n'est pas atteint, le Conseil peut, après une deuxième convocation, délibérer valablement sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents.

Toutefois on ne peut en aucun cas délibérer sur des points où il faut prendre une décision sur des dossiers individuels de personnels, si le membre concerné du conseil, ayant droit de vote est absent.

Art. 8. Les décisions sont prises par consensus ou, à défaut, à la majorité simple des suffrages exprimés. Les abstentions ne sont pas prises en compte pour le décompte des suffrages. En cas de partage des suffrages, la voix du Président est prépondérante.

Tous les membres sont tenus d'exécuter collégalement et loyalement les décisions et engagements pris au sein du Conseil.

Art. 9. Le projet de procès-verbal est envoyé par voie électronique à tous les membres du Conseil au plus tard dans les cinq jours ouvrables suivant la réunion. Si aucune remarque écrite n'est adressée au Président dans les deux jours ouvrables qui suivent cet envoi, le procès-verbal est considéré comme approuvé. En cas de remarque, le procès-verbal est adapté après avis du Président.

La version définitive est mise à disposition des membres sur le serveur du Conseil. Un exemplaire du texte définitif, signé par le Président et le secrétaire, est conservé par le secrétaire.

Art. 3. De Directieraad vergadert op uitnodiging van de Voorzitter ten minste éénmaal per maand, behalve in de maanden juli en augustus. Bovendien kan de Voorzitter op eigen initiatief of op schriftelijke of elektronische aanvraag van minstens twee leden een bijkomende vergadering samenroepen.

De leden verbinden er zich toe zo veel mogelijk elke vergadering bij te wonen. Het lid dat om dwingende redenen verhinderd is om de vergadering bij te wonen, brengt de Voorzitter hiervan op de hoogte voor de vergadering. De leden kunnen zich niet laten vervangen, tenzij in geval van langdurige afwezigheid (één maand of meer).

Art. 4. De Voorzitter duidt een secretaris en eventueel een adjunct-secretaris van de andere taalrol aan, die belast worden met de voorbereiding van de vergaderingen, het akte nemen van de beraadslagingen van de Raad en het opstellen van de notulen.

Art. 5. De secretaris bereid op basis van de elementen aangebracht door de Voorzitter een dagorde op en stelt deze, samen met een elektronische versie van de documenten betreffende de te bespreken punten, op de server van de Directieraad ter beschikking van de leden. De secretaris stuurt de uitnodiging ten minste twee werkdagen voor de vergadering aan de leden. In dringende gevallen kan een document tijdens de zitting worden uitgedeeld.

De Raad kan zich laten bijstaan door personen die, omwille van hun bijzondere bevoegdheden, nuttige inlichtingen kunnen geven over een punt van de agenda. De aanwezigheid van deze personen zonder beslissende, noch raadgevende stem, wordt beperkt tot de behandeling van het punt voor hetwelk zij worden gehoord en in geen geval nemen zij deel aan de beraadslagingen over individuele dossiers.

Art. 6. De Voorzitter stelt de agenda op. Elk lid kan, tot één werkdag voor de vergadering, schriftelijk vragen om een punt aan de agenda toe te voegen.

Tijdens de vergadering kunnen enkel bij éénparigheid van de aanwezige leden, nieuwe punten aan de agenda worden toegevoegd.

Geen enkel punt van de dagorde dat invloed kan hebben op het beheer van de infrastructuur, de begroting, het personeel, de informatica of de veiligheid dat specifiek betrekking heeft op een bepaalde operationele directie, waarvan een lid verhinderd is, mag behouden noch toegevoegd worden.

Op gemotiveerd verzoek van een lid, kan de Voorzitter beslissen het onderzoek van één of meerdere punten te verdagen.

Art. 7. De Raad kan slechts geldig beraadslagen wanneer ten minste de helft van de stemgerechtigde leden aanwezig is.

Indien dit quorum niet bereikt wordt, kan de Raad, na een tweede uitnodiging, geldig beraadslagen over dezelfde agenda, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Nochtans kan in geen geval over punten beraadslaagd worden waarbij een beslissing moet genomen worden over individuele personeelsdossiers, als het betrokken stemgerechtigde lid van de Raad afwezig is.

Art. 8. De beslissingen worden bij consensus genomen of, bij ontstentenis hiervan, bij gewone meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Voor de berekening van de stemmen worden de onthoudingen niet in aanmerking genomen. Bij staking van stemmen, is de stem van de Voorzitter doorslaggevend.

Alle leden zijn ertoe gehouden de beslissingen en afspraken binnen de Raad, collegiaal en loyaal uit te voeren.

Art. 9. Het ontwerp van de notulen wordt elektronisch aan alle leden van de Raad toegezonden ten laatste binnen vijf werkdagen na de vergadering. Indien geen enkele schriftelijke opmerking aan de Voorzitter wordt toegestuurd binnen twee werkdagen die op deze toezending volgen, worden de notulen als aanvaard beschouwd. In geval van opmerkingen, wordt het verslag aangepast na advies van de Voorzitter.

De definitieve versie wordt ter beschikking gesteld van de leden op de server van de Raad. Een exemplaar van de definitieve tekst, ondertekend door de Voorzitter en de secretaris, wordt bewaard door de secretaris.

Art. 10. Un communiqué avec les décisions les plus importantes du Conseil est mis à disposition du personnel.

Art. 11. La convocation, l'ordre du jour et les documents soumis aux délibérations du Conseil peuvent être rédigés en anglais, français ou néerlandais.

Le procès-verbal est rédigé alternativement en français et en néerlandais à l'exception des points qui concernent un membre du personnel en particulier, ceux-ci sont toujours rédigés dans le rôle linguistique du membre du personnel concerné.

Art. 12. Le Président adresse au Président du Comité de direction du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement une copie du procès-verbal.

Art. 13. Des documents envoyés par courrier électronique sont équivalents aux documents sur papier.

Approuvé par le Conseil de direction en sa séance du 22 juin 2009.

Le Président,
J. PEETERS

Art. 10. Een communiqué met de belangrijkste beslissingen van de Raad wordt ter beschikking gesteld van het personeel.

Art. 11. De uitnodiging, de agenda en de documenten die voor beraadslaging aan de Raad worden voorgelegd kunnen opgesteld worden in het Frans, het Engels of het Nederlands.

De notulen worden afwisselend in het Nederlands en het Frans opgemaakt met uitzondering van de punten die één bepaald personeelslid betreffen, deze worden steeds opgesteld in de taalrol van het betrokken personeelslid.

Art. 12. De Voorzitter stuurt aan de Voorzitter van het Directiecomité van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid Voedselketen en Leefmilieu een kopie van de notulen.

Art. 13. Documenten verzonden per elektronische post zijn evenwaardig aan verzendingen op papier.

Goedgekeurd door de Directieraad tijdens zijn zitting van 22 juni 2009.

De Voorzitter,
J. PEETERS

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C - 2009/11317]

Désignation du gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel, du gestionnaire d'installation de stockage de gaz naturel et du gestionnaire d'installation de GNL

Dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de l'article 8, § 2, de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, le Ministre de l'Énergie invite tout titulaire d'une ou plusieurs autorisations de transport de gaz naturel, de stockage de gaz naturel, en ce compris les autorisations délivrées en application de la loi du 18 juillet 1975 et de ses arrêtés d'exécution, ou d'installation de GNL, à introduire sa candidature, pour être désigné, selon le cas, gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel, gestionnaire d'installation de stockage de gaz naturel ou gestionnaire d'installation de GNL.

Les gestionnaires doivent être constitués sous la forme d'une société anonyme, ayant son siège social et son administration centrale dans un Etat faisant partie de l'Espace économique européen. Ils doivent remplir toutes les conditions prévues par la loi du 2 août 2002 modifiant le Code des sociétés et la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes, dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition.

Les gestionnaires doivent établir qu'ils répondent aux exigences des articles 8/3 à 8/6 de la loi précitée du 12 avril 1965.

Le titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel, qui est candidat à la gestion du réseau de transport de gaz naturel doit détenir seul ou conjointement avec d'autres titulaires d'autorisation de transport de gaz naturel, une partie du réseau envisagé qui couvre au moins 75 % du territoire national.

La candidature doit parvenir aux Services du Ministre de l'Énergie, rue Bréderode 9, à 1000 Bruxelles, dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Le Ministre de l'Énergie,
P. MAGNETTE

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C - 2009/11317]

Aanstelling van de beheerder van het aardgasvervoersnet, de beheerder van de opslaginstallatie voor aardgas en de beheerder van de LNG-installatie

In het raam van de toepassing van de bepalingen van artikel 8, § 2, van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, verzoekt de Minister van Energie elke houder van één of meer vergunningen voor aardgasvervoer, aardgasopslag met inbegrip van de vergunningen die zijn afgeleverd met toepassing van de wet van 18 juli 1975 en de uitvoeringsbesluiten ervan of LNG-installatie om zijn kandidatuur in te dienen om, naargelang het geval, aangesteld te worden als beheerder van het aardgasvervoersnet, beheerder van de opslaginstallatie voor aardgas of beheerder van de LNG-installatie.

De beheerders moeten opgericht zijn in de vorm van een naamloze vennootschap, met maatschappelijke zetel en centrale administratie in een staat die behoort tot de Europese Economische Ruimte. Zij dienen te voldoen aan alle voorwaarden die bepaald zijn bij de wet van 2 augustus 2002 houdende wijziging van het Wetboek van vennootschappen alsook van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genomen vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen.

De beheerders moeten bewijzen dat zij voldoen aan de vereisten van de artikelen 8/3 tot 8/6 van de voormelde wet van 12 april 1965.

De houder van een aardgasvervoersvergunning, die kandidaat is voor het beheer van het aardgasvervoersnet dient alleen of samen met andere houders van een aardgasvervoersvergunning, een deel van het bedoelde vervoersnet te bezitten dat ten minste 75 % van het nationaal grondgebied bestrijkt.

De kandidatuur dient te worden overgemaakt aan de Diensten van de Minister van Energie, Brederodestraat 9, te 1000 Brussel, binnen de drie maanden die volgen op de bekendmaking van dit bericht.

De Minister van Energie,
P. MAGNETTE